



CTL EMPLOI DU 13/01/2015

ADRESSE DES ELUS AU PRESIDENT

Cette année encore voit arriver son lot de suppressions d'emplois...

Dans un contexte de plus en plus sensible, 9 suppressions d'emplois ont encore été validées par la Centrale ... Comment allons nous pouvoir continuer à exercer nos missions avec la rigueur, la qualité et l'exemplarité qui caractérisent notre Administration.

Et ce ne sont pas les savantes formules que nous sert l'Administration pour tenter de justifier les suppressions qui vont nous abuser.

Elles sont avant tout le fruit d'une décision politique.

De là à penser que le nombre des suppressions est connu avant même l'application des formules appliquées, il n'y a qu'un pas.

À l'heure où nos sociétés traversent des moments pénibles, comment justifier l'abandon des missions qui sont les nôtres ?

Comment justifier le moins d'État, le moins de Service Public conséquences directes du manque d'effectif ?

Vous pouvez toujours arguer que les missions sont remplies en vous basant sur des données qui ne sont que le reflet statistique d'un prisme administratif qui ne mesure que la forme,

Que faites vous du fond ?

Les dizaines de suppressions d'emplois dans notre département (les milliers au niveau national) participent à la destruction de notre administration, à l'abandon de nos missions et à moins de justice fiscale ce que rien d'autre qu'une notion de rentabilité et de profit ne justifie.

Cette situation n'est pas abstraite. Elle pèse incontestablement sur les agents qui accumulent les pertes :

- perte de repères et de sens du travail
- perte de collectif et de partage avec des conditions de travail dégradées .
- Mais aussi pertes répétées de leur pouvoir d'achat.

Ces phénomènes conjugués nous font constater chaque jour la montée du « ras le bol » des agents qui doivent faire face à toujours plus de travail et de complexité.

Sans parler de la période récente, avec la réception d'usagers accompagnés de leur fardeau de difficultés sociales, entraînant une surcharge inquiétante de travail pour les agents, et une souffrance pour laquelle vous vous devez d'apporter des solutions concrètes.

Aujourd'hui les élus CGT, FO et Solidaires de notre département sont venus ensemble vous signifier leur désaccord total avec la politique mise en œuvre ainsi que leur refus intangible de ces suppressions.

Nous continuons de défendre l'idée des missions de service public qui garantissent l'égalité d'accès et de traitement à tous les citoyens, principe de Droit Constitutionnel.

En votre qualité de représentant local de l'Administration, vous avez votre part de responsabilité dans les dérives de nos missions, de la déstructuration de nos services, des conséquences sur les conditions de travail et sur la santé des agents dont vous avez la gestion,

Pour toutes ces raisons, nous nous refusons à participer à ce Comité Technique Local de « répartition d'emplois ».

Toutefois les agents sont demandeurs d'expression directe en votre présence lors d'une rencontre organisée en intersyndicale le 29/01/2015